



Seule la stratégie peut arrêter le déclin industriel

2013/10

08 | 03 | 2013



Marc De Vos
Directeur de
l'Itinera Institute

Opel Anvers, Bekaert, Ford Genk, Arcelor-Mittal Liège, Caterpillar Gosselies : la liste des drames de la restructuration dans l'industrie belge devient peu à peu insupportablement longue. L'éventail des réactions politiques est chaque fois le même. Jeter l'anathème sur les multinationales sans scrupules, tenter en vain d'encore sauver les meubles, en appeler à une politique européenne qui doit surtout prôner un nationalisme économique conservateur, et évidemment, comme il se doit, témoigner sa sympathie aux ouvriers touchés et leurs familles.

À chaque restructuration, les émotions s'enflamment à juste titre. On peut comprendre que la classe politique les suive. Ce qui manque toutefois est une réflexion critique sur les racines de notre déclin industriel. Depuis le début de cette période de crise avec la crise bancaire de 2007, le discours de crise

des politiques est extrêmement unilatéral et superficiel. À gauche, on se déchaîne principalement contre les banquiers et les cabrioles fiscales des multinationales. À droite, on pointe surtout du doigt les coûts salariaux et la charge de la dette. Les deux camps voguent impuissants sur les flots démontés de la crise de l'euro.

Le nœud de la crise de notre économie de production est toutefois un déclin progressif et structurel. Depuis plus de 20 ans déjà, nous perdons des parts de marché à l'exportation, alors que l'économie mondiale n'a jamais offert autant de possibilités d'exporter. Le rapport entre les coûts et la productivité – notamment mais pas uniquement les coûts du travail – est devenu problématique. La Belgique est chère et a toujours dû trouver son salut dans sa productivité élevée. Que celle-ci s'use est dû au fond à un

“ *L'essence de l'histoire de la crise dans notre économie manufacturière est d'un déclin progressif et structurel.* ”

manque d'innovation et d'entreprenariat transformant l'innovation en richesse.

Nous nous trouvons donc sur un plateau d'innovation au potentiel économique amoindri. Nous ne pouvons plus surfer sur les suites des grands investissements faits par des multinationales étrangères lors de la reconstruction qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Pour remplacer ces investissements, il y a eu trop peu de champions nationaux ou de nouveaux investisseurs. Pendant des années, nous avons masqué les problèmes : le favoritisme fiscal pour interrompre la marche à vide ou pour attirer des investisseurs avec de faux motifs, la politique des subventions à gogo, les réductions sélectives des charges sur le travail, la dette publique, le chômage économique et beaucoup de créations d'emplois subsidiés dans la fonction publique, dans le non-marchand et via des titres-services.

Ce modèle du « continuez ainsi ! » est à présent moribond. L'économie européenne entière souffre de la crise de l'euro et de la baisse de la demande en Europe. Une structure des coûts boiteuse, trop peu d'investissements et d'innovations et des centres de décision en dehors de la

Belgique font de nous les premières victimes des restructurations. Le grand show des bonnes nouvelles de ces derniers temps, lors duquel nous comparions « fièrement » les chiffres macroéconomiques de la Belgique avec ceux d'autres pays, se transforme sans entracte en un spectacle d'indignation, sans qu'on se demande s'il y avait en fait beaucoup de bonnes nouvelles à annoncer.

Pour endiguer la marée montante du déclin structurel de l'industrie, seules des mesures structurelles sont efficaces. Au niveau fédéral, il faut travailler sur les grandes conditions d'encadrement : une simplification vers une fiscalité des entreprises qui est davantage axée sur la croissance et qui comporte des règles du jeu plus égales et plus honnêtes, des charges salariales moins élevées – pas des salaires moins élevés – et un financement alternatif d'une sécurité sociale qui doit également devenir plus efficace et effective, un marché de l'énergie transparent et une réduction générale de la complexité et de la réglementation excessive. Il convient d'y ajouter un nouveau statut commun pour ouvriers et employés qui mettra fin à une incertitude qui ronge et qui mettra clairement le cap sur la remise au travail et l'employabilité durable.

Le niveau régional doit miser sur un meilleur développement des talents dans l'enseignement et sur le marché du travail, sur la mobilité et

“ *faut aussi réfléchir à un saut unique de compétitivité pour enrayer la spirale négative. Les instruments pour y parvenir sont à portée de main.* ”

l'infrastructure, sur la simplification administrative et sur une politique industrielle intelligente. Ce dernier point ne consiste surtout pas à faire la cour aux multinationales en leur donnant un os à ronger, mais consiste clairement à encadrer les propres « high potentials » dans un scénario de croissance en vue de devenir les nouvelles multinationales de demain. Appelons cela l'ancrage en partant de la base.

On peut également envisager un saut de compétitivité unique afin d'infléchir positivement la spirale négative. Les instruments à cet effet vont de soi : par exemple un saut d'index, une réduction immédiate des charges (salariales), ou une augmentation du temps de travail sans augmentation des revenus. Les clés se situent au niveau fédéral. Ce sera évidemment très difficile à avaler pour les syndicats. Mais cela pourra peut-être servir d'amorce et d'élément d'un rééquilibrage straté-

gique plus large de notre politique de compétitivité, où les aspirations syndicales entreraient également en ligne de compte.

Crier au scandale à propos des restructurations d'entreprises revient presque à méconnaître sa propre responsabilité politique. Chaque restructuration doit évidemment être jugée dans sa spécificité. Mais au bout du compte, il y a une grande responsabilité politique collective quant au déclin industriel constant. Ce n'est qu'en assumant convenablement cette responsabilité que nous pourrions inverser la tendance.

Marc De Vos est le directeur de l'Initnera Institute et enseigne à l'Université de Gand

Twitter @devosmarc

Pour une croissance économique et une protection sociale durables